



---

Direction Financière

CREDIT AGRICOLE

Nanterre, le 9 juillet 2013

Monsieur le Président,

Le mouvement politique « Front National » est en ordre de marche. Toutefois, en février 2012, il n'a reçu qu'une subvention publique de 1,8 millions d'euros. Il a reçu en ce début de mois de juin 2013, la nouvelle subvention publique qui est, cette fois, de 5,5 millions d'euros annuellement.

Cependant, le Front National, depuis le mois de septembre 2012, a vu ses dépenses s'accroître sensiblement compte-tenu de son développement.

En ce mois de juin 2013, en vérité, le Front National redémarre avec un déficit de plusieurs millions d'euros correspondant à ce qu'il a dû emprunter pour vivre depuis un an.

Le Front National voudrait, dans ces conditions, emprunter auprès de votre établissement une somme de cinq millions d'euros remboursables, par exemple, en cinq ans.

Je vous remercie de me faire connaître votre réponse de principe.

Je suis à votre disposition pour vous donner toutes explications et détails complémentaires.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments dévoués et distingués.

Wallerand de Saint Just

Monsieur Wallerand de Saint Just  
Trésorier National - Front National  
78 rue des Suisses  
92000 Nanterre

Paris, le 3 juillet 2014

Monsieur le Trésorier National,

Nous faisons suite à votre courrier en date du 25 juin 2014 et vous remercions de l'intérêt que vous portez à UBS.

Malheureusement, nous ne sommes pas en mesure de donner une suite favorable à votre demande, UBS n'exerçant pas, en France, d'activité de crédit aux entreprises.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Trésorier National, l'expression de nos meilleures salutations.

UBS (France) S.A.



**Le Directeur des Engagements  
et du Recouvrement**

Monsieur Wallerand de SAINT-JUST  
Trésorier  
du FRONT NATIONAL  
78, rue des Suisses  
92000 NANTERRE

Paris, le 9 juillet 2013

Monsieur,

Nous avons bien reçu votre courrier du 27 juin dernier adressé au Directeur Général de LCL par lequel vous sollicitez, au nom du Front National, un emprunt de 5 M€ remboursable en 5 ans afin de faire face à l'accroissement sensible des dépenses de votre Parti depuis septembre 2012 et au déficit de plusieurs millions dont il souffre.

Je suis au regret de vous répondre que LCL n'a pas convenance à l'octroi d'un tel crédit et vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.



## CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Montrouge, le 4 juillet 2013

FRONT NATIONAL  
A l'attention de Monsieur WALLERAND DE SAINT JUST  
Direction Financière  
78 rue des Suisses  
92000 NANTERRE

Monsieur,

Nous faisons suite à votre courrier du 27 juin, relatif à un emprunt que vous souhaiteriez faire auprès de notre établissement.

Compte tenu de l'organisation du groupe, les opérations de financement de la clientèle sont assurées par les Caisses régionales de Crédit Agricole, ainsi que par notre filiale LCL.

Au regard de votre localisation, nous nous permettons de vous communiquer les contacts qui pourront vous être utiles au sein du Crédit Agricole de Paris et d'Ile de France :



Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

**DIRECTION JURIDIQUE ET FISCALE**

**Division Juridique**

4, rue Gaillon

75107 PARIS CEDEX 02

**FRONT NATIONAL**

**Direction Financière**

Monsieur Wallerand de SAINT JUST

78, rue des Suisses

92000 NANTERRE

Paris, le 3 Juillet 2013

Monsieur le Directeur Financier,

Nous nous référons à votre correspondance du 27 Juin 2013.

Nous vous informons que, compte tenu de la diversité des opinions des clients, sociétaires et administrateurs élus du Groupe CREDIT MUTUEL - CIC, nous souhaitons nous en tenir à un principe de neutralité en nous abstenant de financer des formations politiques.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Financier, l'expression de notre considération distinguée.

Directeur des Affaires Juridiques et Fiscales



**BNP PARIBAS**

Département du Crédit

Monsieur Wallerand de Saint Just

FRONT NATIONAL  
Direction Financière  
78 rue des Suisses  
92000 NANTERRE

Le 11 juillet 2013

Monsieur,

Nous avons bien reçu votre lettre du 27 juin sollicitant un financement de 5 ME auprès de notre Etablissement.

Nous sommes au regret de vous informer que notre politique de crédit ne nous permet pas de répondre favorablement à une telle demande en faveur d'un parti politique.

Nous vous remercions de nous avoir consultés et vous prions de croire, Monsieur, en l'assurance de notre considération distinguée.